

PREMIER JOUR DES ÉPREUVES DU BAC

Une erreur crée la polémique

Premier jour des épreuves du baccalauréat sur fond de rumeurs. Avant même la fin de l'épreuve de langue arabe, des informations faisaient état d'erreur dans le sujet. Ces informations relayées par les réseaux sociaux ont été confirmées en fin de journée par la ministre de l'Education qui en impute la responsabilité à l'Onec.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Début hier des épreuves du baccalauréat. Premier jour, première polémique. Sur les réseaux sociaux, des internautes ont partagé, très tôt dans la matinée, le sujet de langue arabe des filières scientifique, mathématique et gestion en affirmant qu'il comportait des erreurs.

Selon toujours ces «sources», le poème «Ô poètes des terres colonisées» proposé comme support, attribué à Mahmoud Derouiche, aurait été écrit par Nezzar Qebani. La polémique a forcé Nouria Benghebrit à s'exprimer.

La ministre de l'Education a confirmé cette erreur tout en la minimisant. Elle a estimé que cette erreur n'avait pas de conséquence sur le déroulement de l'épreuve mais que cette dernière serait prise en compte lors des corrections.

Benghebrit a pointé du doigt l'Office national des examens et des concours, responsable de l'élaboration des sujets.

Les candidats, toutes filières confondues, étaient concernés, hier, par l'épreuve de littérature arabe la matinée et celle des sciences islamiques en après-midi. Pour cette première édition sans le fameux seuil des



Début hier des épreuves du baccalauréat. Premier jour, première polémique.

cours exigé, les conditions de déroulement des examens ont été jugées par la ministre de l'éducation ordinaires. Elle don-

nait hier le traditionnel coup d'envoi des épreuves depuis le sud du pays. Hormis la suppression du seuil, pratiquement les mêmes dispositions ont été reconduites. Pour éviter la fraude, les candidats ne sont autorisés à introduire ni téléphone portable ni autre gadget électronique à l'intérieur des centres d'examen. Seules la convocation et les pièces d'identité sont acceptées à l'intérieur des salles où des affiches rappellent aux candidats ce qu'ils encou-

rent en cas de fraude. Avant même le début des épreuves, Nouria Benghebrit avait prévenu les candidats : les sanctions seront appliquées à la lettre et les tricheurs seront exclus de l'examen pendant au moins cinq ans.

Au total, ils sont 853 780 candidats à être concernés dont 629 893 élèves scolarisés et 223 887 candidats libres. Parmi ce nombre global de candidats, 3 718 sont issus des écoles privées, 374 candidats aux besoins spécifiques, 1 096 candidats étrangers et 2 593 candidats issus des centres de rééducation. 339 022 candidats examineront en sciences expérimentales, 304 267 candidats en philosophie et lettres, 95 868 candidats en gestion et économie et 69 177 en langues étrangères.

Les épreuves se déroulent dans 2 550 centres où seront mobilisés 163 000 enseignants. 16 centres pour le regroupement et le codage des copies d'examen et 71 autres pour la correction verront la mobilisation de 55 000 enseignants.

Il faudra attendre le 10 juillet prochain pour l'annonce des résultats.

N. I.

LES ALGÉRIENS ÉTABLIS À L'ÉTRANGER VONT EN BÉNÉFICIER

Le casier judiciaire et le certificat de nationalité délivrés électroniquement

Les ressortissants algériens établis à l'étranger pourront retirer le casier judiciaire et le certificat de nationalité dès signés électroniquement au niveau des consulats et représentations diplomatiques. Ils pourront également bénéficier d'une rectification des erreurs administratives par voie électronique, Tayeb Louh annonçant la révision du code de l'état civil de 1970.

Cherif Bennaceur – Alger (Le Soir) - Moins de stress et gain de temps pour les Algériens établis à l'étranger. Mais aussi pour les étrangers ayant résidé en Algérie. Ils pourront retirer par Internet dès cette année leurs casiers judiciaires (bulletin n°3) et certificats de nationalité au niveau des représentations diplomatiques et consulaires algériennes. Ces ressortissants ne seront plus tenus de se déplacer en Algérie ou d'avoir à attendre pour obtenir ces documents qu'ils pourront retirer, déjà signés par l'autorité judiciaire et sur lesquels l'agent diplomatique ou consulaire n'aura qu'à apposer son cachet. Des documents qui seront traités et délivrés rapidement, de manière sécurisée. Une mesure de facilitation dont l'application a été lancée hier à titre pilote, au niveau des consulats généraux de Tunis, Barcelone et Strasbourg, sous l'égide du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane

Lamamra, et du garde des Sceaux, ministre de la Justice, Tayeb Louh. Confortée par la signature d'une convention entre les deux ministères, cette mesure devra être généralisée à l'ensemble des représentations diplomatiques de l'Algérie dans le monde dès la fin de l'année, assure le ministre des Affaires étrangères, en escomptant «un impact positif sur la vie de nos compatriotes à l'étranger». Cette mesure entre dans le cadre de la modernisation de l'administration et des actions tendant à rapprocher le citoyen de l'administration, relèvera M. Ramtane Lamamra.

Comme elle s'inscrit dans le processus de modernisation de la justice, la simplification et la dématérialisation des actes et procédures et la mise en œuvre progressive de la signature et de la certification électroniques, considérera M. Louh. L'opportunité également pour les deux représentants du gouvernement d'affirmer l'engagement des trois ministères de souveraineté (Intérieur et

Collectivités locales, Affaires étrangères et Justice) à «travailler ensemble pour régler d'autres problèmes dont souffrent nos compatriotes en Algérie comme à l'extérieur». Parmi ces problèmes, les erreurs administratives sur les documents d'état civil dont les actes de naissance.

A ce propos, le ministre de la Justice a indiqué que les ressortissants algériens pourront bénéficier de la rectification administrative des erreurs d'état civil, par voie électronique certifiée au niveau des représentations diplomatiques et consulaires.

Voire, les citoyens nés en Algérie mais résidant à l'étranger n'auront plus à s'adresser au tribunal d'Alger, seule instance habilitée, pour rectifier de telles erreurs mais pourront s'adresser à d'autres juridictions du pays. Ce qui nécessite la révision des dispositions du Code de l'état civil de 1970, relatives aux rectifications administratives des actes erronés, observe Tayeb Louh, afin d'élargir la compétence juridictionnelle. Une commission ministérielle a été ainsi installée pour apporter «dans les plus brefs» des amendements à la réglementation concernant la rectification administrative, indique le garde des Sceaux.

C. B.

ILS RÉCLAMENT LA REVALORISATION DU SYSTÈME INDEMNITAIRE ET DE LEUR STATUT

Les vétérinaires n'écartent pas une action de protestation

Le Syndicat national des vétérinaires fonctionnaires de l'administration publique (SNVFAP) a exprimé, hier, à travers un communiqué de presse «sa colère contre les pouvoirs publics «qui ne prennent pas les bonnes dispositions pour résoudre les problèmes liés à l'exercice de leur métier».

Jointe au téléphone, la chargée de la communication du syndicat, M^{me} Djitli Zakia, a demandé à ce que les pouvoirs publics s'impliquent davantage afin d'assurer de meilleures conditions de travail, et de prendre en considération les risques du métier (allergies, risque de contamination...). Selon elle, le SNVFAP veut absolument une revalorisation des indemnités du travail.

Dans le cas contraire, «il n'écarte pas la possibilité de recourir à une action de protestation».

Toujours selon notre interlocutrice, «le statut des vétérinaires doit être revu profondément pour leur permettre d'accomplir leurs tâches dans de meilleures conditions, sachant que la période estivale est très délicate et où la santé du consommateur encourt un grand risque».

«Après deux années de négociations sans résultats probants, le syndicat dénonce l'attitude nihiliste de l'administration de tutelle (agriculture, intérieur et pêche) tout en remettant en cause la fiabilité des commissions créées, qui sont chargées de régler ce genre de situation», explique-t-elle. Madame Djitli assure que «les vétérinaires sont astreints au service permanent, et à ce titre, il est très important de les motiver».

H. K.